

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 ANNECY

Annecy, le 23 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **EUROCAST THONON**

ZI de Vongy  
B.P. 141  
74200 Thonon-Les-Bains

Références : 20260224\_RAP\_Insp\_Sobriete\_EUROCAST\_THONON\_v3  
Code AIOT : 0006104744

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement EUROCAST THONON implanté ZI de Vongy B.P. 141 74200 Thonon-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a pour but de faire le point sur le dépôt du dossier de réexamen IED suite à la parution des conclusions du BREF Forges et Fonderies le 6 décembre 2024.  
Elle aborde également le sujet de la sobriété hydrique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROCAST THONON
- ZI de Vongy B.P. 141 74200 Thonon-les-Bains
- Code AIOT : 0006104744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Eurocast est autorisée à exploiter une fonderie, réalisant des pièces en aluminium moulées sous pression à destination du secteur de l'automobile, soumise à autorisation (rubrique 3250.3.b) sur la commune de Thonon-les-Bains.

La capacité de production de pièces aluminium est de 33 tonnes par jour. Il n'y a pas de traitement

de surface des pièces sur le site.

Son arrêté préfectoral d'autorisation du 20/08/2001 a été mis à jour par arrêté préfectoral du 24 avril 2014 qui a été complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13 juillet 2021 (rejets atmosphériques) et 29 septembre 2022 (alimentation en eau et conditions de rejets des effluents).

Le site de Thonon est rattaché au pôle fonderie Rhône-Alpes de GMD Eurocast, avec les sites de Reyrieux et Vaulx en Velin. L'activité est à 100 % tournée vers l'automobile.

Le site emploie 83 personnes et produit 40 tonnes par semaine de produits moulés essentiellement des carters de direction, des supports moteurs et des pièces diverses de petite taille. Le travail est effectué en régime 3 x 8 du lundi au vendredi.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 10 : Sobriété Hydrique
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier réexamen	Code de l'environnement du 24/02/2026, article R515-71	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	7 jours
3	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	7 jours
6	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	d'ici le prochain épisode de sécheresse
7	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 9 et Annexe 1.9.	Demande d'action corrective	d'ici le prochain épisode de sécheresse
8	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article 2.2	Sans objet
5	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis le dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de remettre le dossier de réexamen dans un délai de 6 mois.

Concernant la sobriété hydrique, la consommation spécifique d'eau par tonne de produit moulé fixée dans l'arrêté préfectoral n'est pas respectée. Ainsi, le site ne peut prétendre être exempté des restrictions applicables en période de sécheresse.

Il est demandé à l'exploitant d'appliquer les mesures de restriction qui s'appliqueront lors du prochain épisode de sécheresse.

De plus, des actions correctives sont demandées à l'exploitant dans les fiches de constats ci-après.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/02/2026, article R.515-71
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Meilleures techniques disponibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
<b>Constats :</b>  Les conclusions du BREF Forges et Fonderie (SF) ont été publiées le 6 décembre 2024, le dépôt du dossier de réexamen devait être effectué dans les douze mois suivant la parution des conclusions du BREF selon l'article R 575-71 du code de l'environnement. A ce jour, ce dossier n'a pas été transmis par l'exploitant.  Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir missionné le bureau DEKRA pour réaliser cette prestation mais que celui-ci n'était pas encore venu visiter le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Considérant que l'exploitant n'a pas transmis le dossier de réexamen dans l'année suivant la parution des conclusions du BREF Forges et Fonderies (SF), il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de remettre le dossier de réexamen dans un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  <u>Article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 24/04/2014</u> Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le 13 février le plan de distribution d'eau de l'usine (eau de forage et eau potable) et le plan d'écoulement des égouts de l'usine. Ces plans ne sont pas datés. L'eau potable de la ville est utilisée pour les sanitaires et le nettoyage des bureaux. L'eau du forage sert principalement pour le process industriel mais également pour alimenter certains sanitaires.  Suite à l'inspection du 18/03/2024 concernant les rejets aqueux, il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan du réseau des eaux industrielles en précisant le point de prélèvement. Il a pu être constaté que le plan d'écoulement des égouts de l'usine transmis le 13/02/2026 comporte bien l'indication du point de prélèvement des rejets aqueux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'indiquer la date sur le plan de distribution d'eau de l'usine (eau de forage et eau potable) et le plan d'écoulement des égouts de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 3 : Données de prélèvement : compteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données de prélèvement : compteur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 29/09/2022

Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés. La consommation d'eau de l'usine sera relevée hebdomadairement. Elle sera portée sur un registre.

**Constats :**

La consommation d'eau de l'usine est relevée toutes les semaines (tous les lundis matin). L'exploitant a transmis le tableau de suivi des consommations d'eau et des rejets de 2025 et 2026. L'étude de ce document indique que la consommation hebdomadaire de 2025 est toujours inférieure à 500 m<sup>3</sup> sauf pour les semaines 45 (534 m<sup>3</sup>) et 49 (516 m<sup>3</sup>) donc pendant ces deux semaines le volume journalier a dépassé les 100 m<sup>3</sup> certains jours. Dans ce cas, l'exploitant devrait relever tous les jours la consommation d'eau. Pour l'année 2025, la consommation totale s'élève à 16 444 m<sup>3</sup> dont 15 898 m<sup>3</sup> provenant du forage et 546 m<sup>3</sup> provenant du réseau d'eau de ville.

Il existe deux compteurs d'arrivée générale d'eau de la ville et un compteur pour le forage. De plus, le site est équipé de compteurs pour la TAR, la station de lubrifiants et la station de poteyage.

Lors de la visite du site, l'index des compteurs suivants ont été relevés :

- Compteur forage : 78 034 (relevé de l'exploitant du 23/02/2025 : 77 927) soit une consommation de 107 m<sup>3</sup>;
- Compteur TAR : 27 448 (relevé de l'exploitant du 23/02/2025 : 27 386) soit une consommation de 62 m<sup>3</sup>;
- Compteur station Lubrifiants : 6 805 (relevé de l'exploitant du 23/02/2025 : 6 805);
- Compteur station de Poteyage : 32 836 (relevé de l'exploitant du 23/02/2025 : 32 820) soit une consommation de 16 m<sup>3</sup>;

L'exploitant a indiqué que le poste le plus consommateur d'eau est la TAR.

En effet, le fichier « suivi tour 2025 » indique un volume de 6 957 m<sup>3</sup> consommé par la TAR en 2025 ce qui représente 42,3 % de la consommation d'eau annuelle.

Il n'existe pas de compteurs pour les presses, les deux laveuses et la station de filtration de la grenailleuse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Comme le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, alors l'exploitant doit procéder à un relevé journalier du compteur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 4 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le prélèvement maximal d'eau autorisé est de 120 m <sup>3</sup> /j.
<b>Constats :</b>  L'exploitant effectue des relevés hebdomadaires de ses compteurs d'eau. La consommation d'eau a été la plus importante sur la semaine 45 en 2025 pour 534 m <sup>3</sup> d'eau consommée sur 5 jours soit une moyenne de 106,8 m <sup>3</sup> par jour. En 2024, d'après la déclaration GEREP l'exploitant a prélevé 19 231 m <sup>3</sup> pour 259 jours travaillés soit une moyenne de 74,25 m <sup>3</sup> par jour. En moyenne, l'exploitant respecte le volume prélevable autorisé de 120 m <sup>3</sup> par jour. Toutefois, il serait préférable d'effectuer des relevés journaliers des compteurs afin de pouvoir s'assurer du respect du volume journalier prélevable.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Afin de pouvoir justifier du respect du volume prélevable journalier, il est demandé à l'exploitant d'effectuer un relevé journalier du compteur du forage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Obligations déclaratives - GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</li><li>• les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  Vérification faite le 28/01/26, l'outil de déclaration annuelle des émissions polluantes GEREP est bien renseigné tous les ans par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Sobriété hydrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion économe de l'eau - actions pérennes
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</li></ul> <p><u>article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 29/09/2022</u></p> <p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement.</p> <p>La consommation spécifique d'eau sera limitée à 7,5 m<sup>3</sup> par tonne de produit moulée (produit vendable) en moyenne annuelle. Cette valeur sera calculée mensuellement. Un bilan de cette consommation spécifique sera adressé chaque début d'année pour l'année précédente à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24/04/2014</u></p> <p>La consommation d'eau nécessaire au fonctionnement des presses sera mesurée. Elle devra être inférieure à 2000 litres par tonne d'aluminium injectée. Ce ratio devra être déterminé à une fréquence semestrielle.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un examen détaillé du Plan de Sobriété Hydrique (PSH) a été effectué. Depuis 2018, la baisse de 62 % de la consommation d'eau (51 561 m<sup>3</sup> en 2018 contre 16 444 en 2025) s'explique par la baisse de production et non pas par des efforts de sobriété. La consommation spécifique d'eau respectait la valeur de 7,5 m<sup>3</sup> d'eau par tonne de produits moulés en 2021, 2022 et 2023. Par contre depuis 2024, cette valeur n'est plus respectée (8,6 m<sup>3</sup>/t en 2024 et 9,2 m<sup>3</sup>/t en 2025). L'exploitant a indiqué que cette variation est due à l'évolution du marché. Depuis 2024, la production réalise plus de petites pièces ce qui augmente la consommation d'eau par tonne de produits moulés.</p> <p>Le bilan de la consommation spécifique n'est pas adressé chaque année à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les modifications suivantes sont à prendre en compte pour compléter le PSH :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• onglet II. III - recensement des actions de réduction d'eau : les fermetures annuelles été-hiver ne sont pas des actions structurelles de réduction d'eau. Elles ne doivent donc pas être listées dans ce tableau ;</li><li>• onglet II. III : Les gains obtenus en volume doivent être calculés ;</li><li>• Onglet II. III.2) En cas de situation hydrologique déficitaire, il est attendu que ce tableau</li></ul>



soit renseigné par l'exploitant ;

- Onglet IV - volume de référence : celui-ci ne doit être calculé que sur l'eau de forage car l'eau de ville sert pour un usage sanitaire et non pour un usage industriel ;
- Onglet IV - volume de référence : celui-ci doit être calculé en m<sup>3</sup> par jour (actuellement calculé en m<sup>3</sup> par mois).

La consommation pour le fonctionnement des presses n'est pas mesurée car il n'existe pas de compteur sur ces installations.

Pour réaliser des économies d'eau, l'exploitant envisage d'étudier l'arrêt du rejet par débordement des bacs de refroidissement des pièces et d'étudier la faisabilité de récupération de cette eau.

De plus, il réalise depuis le 16/02/2026 le relevé des compteurs de la station de poteyage et de la station de lubrifiants afin de pouvoir améliorer sa connaissance des consommations par postes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter son PSH selon les remarques détaillées ci-dessus.

L'inspection des installations classées juge que le plan de sobriété hydrique (PSH) tel que présenté le jour de l'inspection ne permet pas de démontrer que les besoins en eaux utilisées pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum. Ainsi, à l'heure actuelle le site ne peut prétendre être exempté des restrictions applicables en période de sécheresse.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, tous les ans, le bilan annuel de la consommation spécifique dans lequel il doit être indiqué la consommation d'eau nécessaire au fonctionnement des presses. A cet effet, des compteurs devront être mis en place sur les presses.

L'exploitant pourrait aussi améliorer son suivi de consommation d'eau en ajoutant des compteurs sur les machines à laver et sur la filtration de la grenailleuse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** d'ici le prochain épisode de sécheresse

**N° 7 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 9 et Annexe 1.9.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional

**Prescription contrôlée :**

9. Usages industriels, artisanaux et commerciaux

réduction de :

- 25% des volumes prélevés devra être appliquée en cas de passage au seuil d'alerte,
- de 50% en cas de passage au seuil d'alerte renforcée,
- arrêt des prélèvements en cas de passage au seuil de crise

Les Installations classées pour la protection de l'environnement souhaitant bénéficier d'une adaptation pour un prélèvement réduit au minimum doivent avoir rédigé un plan de sobriété hydrique argumenté. Elles tiennent ce plan à disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est mis à jour a minima tous les ans. La trame-type à suivre est mise à disposition par

l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 29/09/2022

La consommation spécifique d'eau sera limitée à 7,5 m<sup>3</sup> par tonne de produit moulée (produit vendable) en moyenne annuelle. Cette valeur sera calculée mensuellement. Un bilan de cette consommation spécifique sera adressé chaque début d'année pour l'année précédente à l'inspection des installations classées.

Le respect de cette consommation spécifique permet d'exempter l'exploitant de la mise en œuvre des mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre des articles R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 du code de l'environnement, relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Lors des épisodes de sécheresse déclenchant un niveau d'alerte ou de crise par le préfet, la consommation spécifique d'eau par tonne de produit moulu devra être calculée hebdomadairement.

#### **Constats :**

L'exploitant n'avait pas connaissance de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse de mai 2024. Le jour de l'inspection, le département n'était pas concerné par des restrictions sécheresse.

Jusqu'à présent, l'exploitant n'effectuait pas de sensibilisation du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau.

L'exploitant a répondu au questionnaire sécheresse de la DREAL le 22/02/2023.

Il a identifié être situé dans la zone de sécheresse "bassin du Sud-Ouest lémanique" et a demandé à relever du cas 3 "prélèvements déjà réduits au minimum".

La consommation spécifique s'élevait à 6,9 m<sup>3</sup> d'eau par tonne de produit moulu en 2022 et à 7 m<sup>3</sup>/t en 2023. Pour ces deux années, l'exploitant respectait la valeur de consommation spécifique de 7,5 m<sup>3</sup> d'eau par tonne de produit moulu et était exempté des mesures de restriction qui s'appliquaient en période de sécheresse.

Depuis 2024, la consommation spécifique dépasse la valeur de consommation spécifique d'eau fixée à 7,5 m<sup>3</sup> par tonne de produit moulu (8,6 m<sup>3</sup>/t en 2024 et 9,2 m<sup>3</sup>/t en 2025), le site ne peut donc pas être exempté des mesures de restrictions qui s'appliquent en période de sécheresse.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de sensibiliser ses employés aux règles de bon usage et d'économie d'eau en procédant à un affichage sur le site dès que le niveau de vigilance est atteint et durant toute la période de sécheresse.

Au vu de la consommation spécifique d'eau qui dépasse 7,5 m<sup>3</sup>/tonne de produit moulu, le site doit appliquer l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 7 mai 2024 qui impose les mesures de restriction suivantes :

- une réduction de 25 % des volumes prélevés en cas de passage au seuil d'alerte,
- une réduction de 50 % des volumes prélevés en cas de passage au seuil d'alerte renforcée,
- et arrêt des prélèvements en cas de passage au seuil de crise.

Il est conseillé à l'exploitant de s'inscrire à l'alerte mail sur le site VIGIEAU ( <a href="https://vigieau.gouv.fr">https://vigieau.gouv.fr</a> ) pour recevoir les alertes et les informations concernant la gestion de l'eau sur son secteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> d'ici le prochain épisode de sécheresse

**N° 8 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration hebdomadaire sur GIDAF est obligatoire pour toutes installations ICPE. La transmission se fait via GIDAF, en utilisant le cadre « gestion de l'eau » (à paramétrer pour identifier les points de prélèvement et de rejet) puis les déclarations « sécheresse » doivent être effectuées dès que le niveau de sécheresse "alerte renforcée" est atteint.</p> <p>En 2025, le secteur « bassin du Sud-Ouest lémanique » a été placé en alerte renforcée du 17/07/2025 au 30/09/2025 mais il a été constaté que l'exploitant n'a pas rempli ses obligations de déclaration dans l'outil national GIDAF.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de configurer dans GIDAF son cadre "Gestion de l'eau" dans lequel il devra préciser les points de prélèvement en eau mais également les points de rejets afin de pouvoir transmettre les déclarations hebdomadaires dès qu'une situation d'alerte renforcée ou de crise sera en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois